

Cahier des Clauses Administratives Particulières

MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REALISATION DE LA PISCINE BOUGAINVILLE

Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	4
1.1 Missions de maîtrise d'œuvre	4
1.3 Durée du marché.....	8
1.5 Parties contractantes	9
1.5.1 Le maître d'ouvrage	9
1.5.2 Le titulaire	9
1.6 Autres intervenants	9
1.6.1 Contrôle technique	9
1.6.2 Coordination de la Sécurité et Prévention de la Santé (SPS)	9
1.7 Sous-traitance.....	10
1.8 Mode de dévolution des marchés de travaux	10
1.9 Tranches optionnelles	10
1.10 Confidentialité	10
1.11 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	10
Article 2 – Pièces contractuelles du marché	11
2.1 Pièces particulières	11
2.2 Pièces générales	11
Article 3 – Dispositions financières	11
3.1 Forfait de rémunération.....	11
3.1.1 Dispositions générales.....	11
3.1.2 Modalités de fixation du forfait provisoire de rémunération	12
3.1.3 Modalités de passage du forfait provisoire au forfait définitif de rémunération	12
3.2 Prestations supplémentaires ou modificatives	12
3.3 Révision des prix.....	13
3.4 Avance	14
3.5 Paiement	14
3.5.1 Périodicité des acomptes	14
3.5.2 Contenu des demandes de paiement et présentation	15
3.5.3 Délai de paiement	16
Article 4 – Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût des travaux.....	16
4.1. Coût prévisionnel définitif des travaux (Cpd)	16
4.2 Coût de référence des marchés de travaux (CMT)	16
4.3 Contrôle des coûts de l'opération	17
4.4 Coût constaté final (CCF)	17

Article 5 – Exécution et périmètre des prestations	18
5.1 Collaborateurs du maître d'œuvre	18
5.2 Dispositions spécifiques à la réalisation de la mission DET.....	19
5.2.1 Visites de chantier et réunions hebdomadaires.....	19
5.2.2 Ordres de service	19
5.2.3 Registre de chantier.....	20
5.3 Présentation des livrables	20
5.4 Délais d'exécution et pénalités.....	21
5.4.1 Conditions générales	21
5.4.2 Exécution aux frais et risques	21
5.4.3 Délai d'exécution et pénalités en phase études.....	22
5.4.4 Délai d'exécution et pénalités en phase travaux	23
5.4.5 Autres types de pénalité	24
Article 6 – Développement durable.....	24
6.1 Obligations environnementales	24
6.2 Insertion sociale	25
Article 7 – Droits de propriété intellectuelle	25
Article 8 – Assurances.....	25
Article 9 – Règlement des différends	25
Article 10 – Dérogations au CCAG MOE	25

Article 1 – Dispositions générales

1.1 Missions de maîtrise d'œuvre

La mission du maître d'œuvre comprend la conception et le suivi de la réalisation des travaux de bâtiment neuf au sens du titre III du livre IV du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant code de la commande publique.

Le maître d'œuvre réalise les éléments de mission suivants :

1 / de la mission de base, dont le contenu est défini aux articles R. 2431-4 et R. 2431-5 du CCP, incluant le visa des études d'exécution.

1.1 Études d'esquisse (ESQ)

Les études d'esquisse seront complétées par la rédaction d'une notice « développement durable » justifiant le parti-pris technique et architectural. Cette notice, qui sera mise à jour à chaque phase du projet, explicitera notamment :

- L'approche globale et les premiers arbitrages effectués ;
- La stratégie bio-climatique et énergétique ;
- La stratégie d'optimisation de la structure du Bâtiment (frugalité des systèmes constructifs),
- La sobriété de l'architecture, limitant notamment le recours aux matériaux de second œuvre
- La prise en compte des confort (thermiques, acoustique, qualité de l'air, etc.) et des éléments relatifs à la santé ;
- La stratégie adoptée pour les aménagements et la végétalisation des espaces extérieurs, et la gestion de l'eau
- Les premières orientations sur les choix de matériaux et identifications des principaux postes privilégiés pour l'utilisation de matériaux de réemploi et de matériaux biosourcés

Les justificatifs écrits et graphiques seront fournis à l'appui de la notice.

1.2 Études d'avant-projet sommaire (APS)

Y compris l'établissement des dossiers nécessaires au permis de construire et autres autorisations administratives, EFAE et dossier loi sur l'eau, l'assistance au maître d'ouvrage jusqu'à leur obtention, l'étude de faisabilité des approvisionnements en énergie et la conformité du projet aux exigences de la fiche de lot intégrant les recommandations environnementales, architecturales, urbaines et paysagères.

1.3 Études d'avant-projet détaillé (APD)

1.4 Études de projet (PRO)

1.5 Assistance passation des marchés de travaux (ACT)

1.6 Visa des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA)

1.7 Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)

1.8 Assistance pour les opérations de réception (AOR)

Précisions pour le BIM

Le titulaire du marché devra utiliser pour toute la durée de l'opération une maquette numérique pour tous les éléments (VRD, infrastructures, structures, second œuvre, équipements techniques, etc.) de l'opération. Cette maquette numérique comprendra ses caractéristiques géométriques (coupes, plans, élévations, etc.) et des renseignements sur la nature de tous les objets utilisés (composition, propriétés physiques, mécaniques, comportement, etc.) et devra répondre au CCTP BIM joint à la présente consultation. Le présent marché de maîtrise d'œuvre doit s'inscrire pleinement dans cette démarche BIM, qui ne remet pas en question le séquençement des études de conception tel qu'il est défini aux articles L. 2410-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le BIM, à travers cette maquette numérique, devra être un outil de travail mis à jour en continu et tout élément validé par le conducteur d'opération ou d'autres prestataires y seront intégrés. La norme d'échange ISO (15926) unique applicable pour cette opération est le format IFC (Industry Foundation Classes). Il permet de décrire des objets (murs, fenêtres, espaces, poteaux, etc.), leur caractéristiques et leurs relations. Les IFC font partie de la norme internationale STEP ou « standard for exchange of product data » (ISO 10303).

Ainsi, la mission de base inclut la compétence BIM Management.

Le management du BIM vise à l'organisation des méthodes et processus permettant notamment l'établissement et le suivi de la maquette numérique. Le processus de BIM management prévoira, entre autre la compilation des maquettes numériques métiers de tous les intervenants afin de constituer une représentation numérique du projet. Il assurera à minima la coordination et la consolidation de la maquette numérique aux points d'étapes clés du cycle de l'ouvrage :

- Lors de la conception : ESQ – APS – APD – PRO - DCE ;
- Lors de la réalisation : aux grandes étapes du projet avec une périodicité mensuelle, mission de Synthèse comprise
- L'exploitation avec notamment la remise du dossier des ouvrages exécutés et d'une maquette d'exploitation - maintenance

En fin d'opération, la maquette unique sera livrée au format IFC et au format natif.

Précisions liées aux enjeux de BATISOBRE

L'équipe de Moe s'engage à participer aux ateliers et à l'accompagnement mise en place par l'ademe dans le cadre de l'AMI BATISOBRE .

En relation avec les objectifs de BATISOBRE, l'équipe travaillera sur les éléments suivants :

➤ Missions APS, APD et PRO

A chaque phase de conception, il est attendu la production d'une notice matériaux décrivant l'approche de conception architecturale sur les enjeux de sobriété matière, notamment sur les aspects suivants :

- Compacité du bâtiment, simplicité du dessin architectural

A l'avancement de la conception du bâtiment, le maître d'œuvre s'appliquera à détailler le projet et ces équipements techniques tout en gardant cet objectif de simplicité.

- Stratégie d'optimisation de la structure du bâtiment

L'équipe de maîtrise d'œuvre mettra en place une méthodologie de travail visant à optimiser au maximum

Au cours de la conception du bâtiment, plusieurs séances de travail de sourcing seront organisées, notamment avec les fournisseurs de matériaux et les entreprises de gros œuvre de manière à déterminer les optimisations de structure possible en phase conception (APS, APD, PRO) et en phase EXE.

En phase PRO, le maître d'œuvre rédigera une note d'opportunité sur l'ouverture à variante environnementale dans le marché de travaux de manière à favoriser les pistes d'optimisation propre aux entreprises et aux fournisseurs de matériaux.

- Sobriété de l'architecture, limitant notamment le recours aux matériaux de second œuvre

Le maître d'œuvre proposera une conception sobre et adoptera une approche fonctionnelle de manière à éviter la mise en œuvre de matériaux décorative ou ornementale

- Définition des choix de matériaux et identifications des principaux postes privilégiés pour l'utilisation de matériaux de réemploi et de matériaux biosourcés

Progressivement à l'avancement de la conception, le maître d'œuvre détaillera les choix de matériaux. Des échanges et séance de travail seront menées avec les acteurs locaux du réemploi de manière à identifier l'offre de réemploi locale

En phase PRO, le maître d'œuvre rédigera une note méthodologique pour la mise en œuvre de la démarche réemploi dans le marché de travaux. Il établira le lien avec le bureau de contrôle afin de vérifier la faisabilité de ces démarches.

➤ Mission ACT

Le marché de travaux comprendra notamment :

Une synthèse du sourcing réalisés en cours de conception avec les fournisseurs de matériaux, la filière réemploi et les entreprises de gros œuvre

Des clauses de suivi du réemploi, notamment par la mise en place de primes et de pénalités, en ciblant les postes de travaux ouverts au réemploi, en déterminant les clauses techniques permettant de fiabiliser le recours à ces matériaux, en lien avec le bureau de contrôle

La mise en place d'une ou plusieurs variantes environnementales, notamment sur le gros œuvre

➤ Mission DET

Vérification et contrôle par le maître d'œuvre de la bonne application des clauses de réemploi et des clauses environnementales du marché.

Activation des filières de réemploi pendant l'exécution du marché

➤ Mission AOR

Formalisation d'un retour d'expérience sur l'ensemble des démarches de sobriété matière prises durant le projet et mise en perspectives des économies d'émissions de GES par rapport à un dispositif classique. Proposition de piste d'amélioration pour d'autres opérations de superstructure.

2 / des missions complémentaires suivantes

- Mission complémentaire 1 : Concessionnaires

En complément de la mission de base, et à toutes les phases du projet de construction, font partie intégrante de la mission l'accompagnement du maître d'ouvrage dans les démarches et demandes auprès des différents concessionnaires de réseaux pour obtenir les raccordements et branchements VRD, la fourniture des dossiers ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage pour le suivi des travaux.

- Mission complémentaire 2 Mission de coordination Système de Sécurité contre l'Incendie (CSSI)

Au titre du dossier de sécurité, une personne sera désignée nominativement dans l'équipe de maîtrise d'œuvre pour assurer la coordination du système de sécurité incendie, le montage du dossier de sécurité et d'identité du SSI. Il sera l'interlocuteur de tous les intervenants concernant la protection contre l'incendie, et plus particulièrement celui des services de prévention et commissions de sécurité compétentes.

Le coordinateur SSI intervient dans toutes les phases du projet de construction, depuis les études d'esquisse jusqu'à la réception des travaux.

Il définira suivant les textes en vigueur (arrêté du 2 février 1993, normes NFS 61-930 à 61-940 en particulier) la conception, l'installation, la réception, l'exploitation et la maintenance des équipements techniques de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.

Il aura pour cela, sous le contrôle du maître d'ouvrage, toutes les informations relatives aux modes futurs de gestion de l'établissement.

- Mission complémentaire 3 : Décomposition détaillée des Quantités et des Prix (DQP)

Cette mission comprend l'établissement d'un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) détaillé qui devra être communiqué au maître d'ouvrage dès l'APS et réactualisé à chaque phase d'étude (APD, PRO, DCE, etc.).

La DPGF, nécessaire à la consultation des entreprises, fera apparaître le prix unitaire, les quantités estimées et le prix total de chaque prestation.

- Mission complémentaire 4 Synthèse (SYNTH)

La mission de base en phase VISA sera complétée par une mission de synthèse comprenant l'organisation et l'animation des travaux de la cellule de synthèse, l'établissement des plans de synthèse à partir des plans d'exécution des entreprises pendant la période de préparation et leurs éventuelles mises à jour ultérieures. Il est précisé que la SYNTH se fera en BIM.

- Mission complémentaire 5 : Energie

Cette mission s'inscrit en complément de l'étude de faisabilité des approvisionnements en énergie (décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 et arrêté du 18 décembre 2007) obligatoire au stade du permis de construire (et qui est due par le maître d'œuvre dans le dossier de permis de construire).

Elle se décompose en 3 volets :

1. Simulation thermique dynamique en phase APS, APD et PRO :

Le maître d'œuvre devra faire réaliser par son bureau d'études thermiques ou autre membre de son équipe une simulation thermique dynamique précise de l'ensemble du projet, en phases APS, APD et PRO, pour justifier les choix architecturaux et techniques. La simulation thermique dynamique, réalisée pour une année entière de fonctionnement du bâtiment, détermine en régime variable de fonctionnement les consommations énergétiques théoriques annuelles du bâtiment pour le chauffage et, selon les cas, la climatisation, ainsi que les puissances minimales nécessaires au respect des consignes d'ambiance imposées par le maître d'ouvrage. La simulation thermique dynamique permettra également de vérifier que les conditions de confort thermique (été et intersaison) sont respectées en lien avec les enjeux de ventilation naturelle et de qualité de l'air (intérieur et extérieur).

2. Simulation Thermique dynamique de consommation :

Afin de pouvoir dimensionner les besoins en froid au plus près de la réalité, et répondre aux exigences de la nouvelle réglementation énergétique E+C- , cette simulation « Thermique Dynamique de Consommation » (STD Conso) qui visera à modéliser le fonctionnement du bâtiment au plus près de la réalité. Cette étude se déroulera selon les principales étapes suivantes :

- Mise à jour du modèle 3D ayant servi à l'étude de confort ;
- Affinage des conditions internes selon les usages ;
- Saisie des systèmes de rafraîchissement ;
- Saisie du système de production énergétique (réseau de chaleur) ;
- Exploitation des résultats.

3. Organisation et suivi des mesures d'infiltrométrie en phase DET :

- En cours de travaux, le maître d'oeuvre fera réaliser par une entreprise spécialisée des tests d'étanchéité à l'air. Il s'agira de vérifier que les déperditions d'air ne dépasseront pas 0,6 m³ par heure et par m² de paroi (ou 0,6 vol/h sous 50 Pa).
- Durant le chantier, le maître d'oeuvre devra faire réaliser deux mesures d'infiltrométrie : □
 - 1ère mesure lorsque le bâtiment est hors d'eau, hors d'air. Cette étape permet d'anticiper et de corriger des défauts de mises en œuvre tôt dans la construction ;
 - 2ème mesure réalisée en fin de travaux afin d'obtenir la valeur finale du débit de fuite de la construction.

Les tests porteront sur un zonage à définir en fonction de l'architecture du projet.

En complément de la phase DET de la mission de base, le maître d'œuvre assurera l'organisation et le bon déroulement de ces mesures, y assistera en présence du maître d'ouvrage et prescrira les éventuelles mises en conformité nécessaires.

- Mission complémentaire 6 : Mission Chantier vert

Cette mission implique une conception visant à réduire les déchets et les nuisances du chantier, ainsi qu'un suivi environnemental du chantier

- Mission complémentaire 7 : Analyse du cycle de vie

Une mission « analyse du cycle de vie » doit être réalisée afin de vérifier le positionnement du projet au regard du référentiel E+C-.

En complément de la mission de base, le maître d'œuvre devra réaliser :

- Une ACV provisoire globale en phase APD afin d'identifier les principaux impacts environnementaux du projet et de proposer les pistes d'améliorations potentielles ;
- Une mise à jour à mi PRO afin d'apprécier l'incidence de chacune des pistes d'amélioration au plan technique et environnemental sur le bilan environnemental et définir les modalités de consultation (base, variantes)
- Une mise à jour en phase travaux, afin de vérifier le niveau atteint

1.3 Durée du marché

Le marché débute à compter de sa notification et s'achèvera au terme du délai le plus tardif :

- au terme du délai de garantie de parfait achèvement c'est-à-dire 12 mois après le terme du dernier marché de travaux de l'opération, le cas échéant ;
- au terme des travaux de finalisation (espaces verts), c'est-à-dire deux ans à compter de la réception des travaux.

Le démarrage de chaque mission sera fait par ordre de service.

1.5 Parties contractantes

1.5.1 Le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'EPAEM, représenté par sa Directrice Générale ou ses représentants.

1.5.2 Le titulaire

Les caractéristiques du titulaire sont précisées dans l'Acte d'Engagement du marché.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Ce changement n'affectant pas la forme juridique du Titulaire et n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, un avenant ne sera pas nécessaire.

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché public dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public serait transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de le marché public par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de le marché public au nouveau titulaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'au terme du présent marché.

La répartition des responsabilités entre co-traitants conjoints sera déduite de la convention de groupement transmise au maitre d'ouvrage dans le cadre de l'offre. A défaut, le maitre d'ouvrage déduira cet engagement de la répartition des honoraires par co-traitant et élément de mission pour lesquelles un ou plusieurs cotraitants ont chiffré la réalisation d'une prestation dont ils prennent de fait, la responsabilité.

1.6 Autres intervenants

1.6.1 Contrôle technique

Le contrôleur technique désigné par l'EPAEM dans le cadre de l'accord-cadre transverse de l'établissement pour les opérations soumis au contrôle technique est DEKRA

1.6.2 Coordination de la Sécurité et Prévention de la Santé (SPS)

Pour les marchés de travaux concernés par l'obligation de disposer d'un coordonnateur sécurité et protection de la sante, ce dernier sera désigné ultérieurement dans le cadre de l'accord-cadre transverse de l'établissement.

1.6.3 Ordonnancement, pilotage et coordination

L'OPC sera désigné ultérieurement par l'EPAEM.

1.7 Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 12.2 du CCAG-MOE.

1.8 Mode de dévolution des marchés de travaux

Les travaux seront dévolus en lots séparés et pourront faire l'objet des procédures de passation prévues au Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Le découpage en lots se fera en concertation avec le maître d'ouvrage au niveau de l'avant-projet définitif (APD) conformément à l'article R2431-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le titulaire pourra toutefois soumettre à la validation du maître d'ouvrage le recours à un marché global sous réserve de produire les justifications idoines en phase conception.

Par ailleurs, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire réaliser certaines prestations via des marchés spécifiques dont la passation a été assurée directement par la maîtrise d'ouvrage (par exemple via des accords-cadres à bons de commandes ou à marchés subséquents).

1.9 Tranches optionnelles

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

1.10 Confidentialité

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-MOE en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

1.11 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux
- Les pièces techniques constituant le dossier de consultation des concepteurs
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre
- Le mémoire technique

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-Moe) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois M0).
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux) dont le dernier a été approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, pour ce qui concerne les missions de la maîtrise d'œuvre en phase Travaux.
- Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois M0 indiqué dans l'acte d'engagement),
- Le livre IV du Code de la commande publique relatifs aux missions de maîtrise d'œuvre.
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

Les dérogations au CCAG-MOE sont récapitulées à l'article 10 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Dispositions financières

3.1 Forfait de rémunération

3.1.1 Dispositions générales

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument et de toute autre remboursement des frais au titre de l'exécution des prestations. Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

3.1.2 Modalités de fixation du forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération provisoire (Frp) de la mission de maîtrise d'œuvre sera fixé en tenant compte :

- du montant (Ef) de l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux ;
- du taux de rémunération (T) proposé par le maître d'œuvre ;
- du coefficient de complexité de l'opération (coef cpx) proposé par le maître d'œuvre.

$$\text{Soit : Frp} = \text{Ef} \times \text{T} \times \text{coef cpx}$$

3.1.3 Modalités de passage du forfait provisoire au forfait définitif de rémunération

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la phase APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Le forfait de rémunération définitif (Frd) de la mission de maîtrise d'œuvre sera ainsi fixé par avenant parallèlement à la fixation du coût prévisionnel définitif (Cpd) des travaux concernés.

Le coût prévisionnel définitif (Cpd) des travaux sera décomposé en trois catégories :

Catégorie 1-CONC	Catégorie 2-CONC	Catégorie 3-CONC
CTI	CTA	CTM
Le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial	Le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception	Le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage

Le forfait de rémunération définitif (Frd) de la mission de maîtrise d'œuvre est arrêté conformément à la formule suivante :

$$\text{Frd} = \text{Frp} + [(\text{CTA} + \text{CTM}) \times \text{T} \times \text{coef cpx}]$$

3.1.4 Détermination du coefficient de complexité

Pour la fixation du forfait provisoire et du forfait définitif, le coefficient de complexité sera déterminé au sein d'une plage fixée entre 1 et 1,6.

Lorsque'un élément de complexité donne lieu à la définition d'une mission complémentaire (faisant l'objet d'une rémunération spécifique), il n'est pas pris en considération pour la détermination du coefficient de complexité.

3.2 Prestations supplémentaires ou modificatives

Il sera fait application de l'article 14 du CCAG MOE sous réserve des dispositions complémentaires et dérogatoires suivantes.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires et/ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service fixera provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage par application des prix unitaires journaliers (ou demi-journée) prévus au bordereau des prix de l'accord-cadre.

Le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, dans le délai de quinze jours suivant l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose.

Le maître d'œuvre ne peut pas prétendre à rémunération supplémentaire :

- pour les diverses études de mise au point préalables à l'acceptation définitive des dossiers par le maître de l'ouvrage ;
- pour les études complémentaires ou modificatives entraînées par un refus ou des réserves formulées par les organismes consultatifs, réglementaires ou de tutelle ;
- pour tous les travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage, notamment vis à vis de la réglementation en vigueur concernant la sécurité contre l'incendie et l'accessibilité, mais non demandés explicitement par le maître de l'ouvrage ;
- en cas de retard dans l'exécution des travaux incombant au maître d'œuvre du fait d'un manquement de direction ou de surveillance ;
- en cas d'oubli ou d'erreur de la part du maître d'œuvre (notamment, en phase de conception).

3.3 Révision des prix

Le prix est forfaitaire et révisable selon les modalités fixées ci-après.

La révision est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision donné par la formule :

$$C = I_m/I_o$$

Dans laquelle :

- I : Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 - Identifiant 001711010
- I_o : index ingénierie ING du mois M₀ (mois de la date limite de remise de l'offre du marché)
- I_m : index ingénierie ING définitif paru au cours du mois M précisé ci-dessous :

➤ Élément d'études (ESQ, APS, APD, PRO, ACT, missions complémentaires en phase « études ») :

a) durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois : index du mois au cours duquel les prestations relatives à l'élément sont remises au maître d'ouvrage

b) durée d'exécution supérieure à un mois : moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est exécutée la prestation

➤ Élément de suivi d'exécution des travaux (VISA, DET, missions complémentaires en phase « travaux ») :

- révision de chaque acompte, à l'avancement des prestations exécutées, sur la base de l'index du mois de révision.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du paiement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants sont publiés.

3.4 Avance

Sauf refus du maître d'œuvre indiqué dans l'Acte d'engagement, une avance est versée au titulaire.

Le taux de l'avance est de 20% du montant du marché lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME, et de 5% pour les autres entreprises.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

Le sous-traitant peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

3.5 Paiement

3.5.1 Périodicité des acomptes

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG MOE, la périodicité des acomptes est précisée ci-après :

Élément de mission	Périodicité des acomptes
ESQ	Après notification du marché et réception des prestations. Si des indemnités de concours ont été versées, elles viendront en déduction du montant de l'acompte.
APS	80 % à la remise du dossier 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage
APD	80 % à la remise du dossier 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	80 % à la remise du dossier 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage
DQP (MC3)	50 % à la remise de l'élément au stade de l'APD 50 % à la remise du DCE
ACT	60% après remise du DCE et validation par le maître d'ouvrage 40 % après notification du (ou des) marché(s) et mise au point le cas échéant
VISA SYNTH (MC4)	90 % au prorata de l'avancement éléments de visa pour la mission VISA et de synthèse pour la mission SYNTH 10 % sur production d'un document totalement achevé comportant la liste des études, plans d'exécution, plans de synthèse visés et datés par le maître d'œuvre
DET Chantier vert (MC6)	90 % au prorata de l'avancement des travaux DET/n et CHV/n avec n = nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + chantier de travaux 10 % après notification aux entreprises des décomptes généraux et après remise du rapport d'analyse des réclamations éventuelles des entreprises
Energie (MC5)	ENERGIEA/ Simulation thermodynamique : 30% après réception de la simulation thermodynamique en phase APS 30% après réception de la simulation thermodynamique en phase APD 40% après réception de la simulation thermodynamique en phase PRO ENERGIE B/STD CONSO : 100% à la remise du rapport ENERGIE C / Organisation et suivi des mesures d'infiltrométrie : 40% après réception du rapport des mesures d'infiltrométrie en phase DET à la mise hors d'eau et hors d'air du bâtiment 60% après réception du rapport des mesures d'infiltrométrie à la fin des travaux

Concessionnaires (MC1)	50 % après la remise de tous les dossiers aux concessionnaires
CSSI (MC2)	50% après le passage de la commission de sécurité
	50% à la phase PRO
	50% au procès-verbal de réception des travaux et réception par le maître d'ouvrage du dossier SSI en fin de travaux et après passage de la commission de sécurité
ACV (MS7)	30 % à la remise du de l'ACV provisoire en phase APD
	50 % à la remise de la mise à jour de l'ACV phase PRO
	20 % à la remise de la mise à jour de l'ACV en phase travaux
AOR	50% après réalisation des OPR (1 ^{ère} partie)
	25% à la levée des réserves (2 ^{ème} partie)
	15% à la remise des DOE
	10 % à la fin du délai de GPA le cas échéant prolongée par le maître d'ouvrage (3 ^{ème} partie)

3.5.2 Contenu des demandes de paiement et présentation

Il sera fait application des dispositions de l'article 11.3 à 11.6 du CCAG MOE complétées par les précisions ci-après.

Les demandes de paiement (facture) sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail Chorus Pro.

Elle doivent être présentées conformément au modèle fourni par l'EPAEM et en version excel de sorte à permettre une vérification des montants y figurant afin d'accélérer le traitement de ces dernières.

Elles doivent comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement	
1	Intitulé et numéro du marché
2	Numéro d'engagement juridique
3	Désignation des prestations exécutées
4	Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant et par élément de mission. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
5	Montant cumulé des précédents acomptes
6	Taux de TVA applicable
7	Dates d'achèvement des prestations
8	Indication du pourcentage de rémunération exigible pour les éléments de mission pouvant être partiellement réglés

Le maître d'ouvrage dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur la demande de paiement. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

Pour les éléments de mission rémunérés mensuellement, la demande de paiement doit être adressée en début de mois pour les prestations exécutées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission.

3.5.3 Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 2° du code de la commande publique, le paiement intervient par virement administratif dans le délai global de 30 jours. Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus Pro.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des prestations, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant dans les conditions des articles R2192-31 et 32 du code de la commande publique.

Article 4 – Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût des travaux

Aux différentes étapes d'avancement du marché, le maître d'ouvrage va comparer les enveloppes financières affectées aux travaux puis les coûts des travaux (coût de référence et coût de réalisation).

Afin d'effectuer ces comparaisons, le montant des travaux sera ramené à la valeur M0 de l'accord-cadre. Pour ce faire, le coût des travaux sera divisé par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'indice BT01 pris respectivement au mois M0 du coût des travaux considéré et au mois M0 du marché de travaux.

4.1. Coût prévisionnel définitif des travaux (Cpd)

Le coût prévisionnel définitif des travaux est la somme des montants de travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage et sur lesquels le maître d'œuvre s'engage. Il est ramené au mois M0 du marché.

L'engagement du maître d'œuvre sur un coût d'objectif intervient à l'issue de la phase APD.

Cette estimation définitive établie par le maître d'œuvre doit être la plus proche possible de l'objectif fixé au maître d'œuvre lors de la passation du présent marché. Le maître d'ouvrage se réserve ainsi la possibilité de faire retravailler gratuitement le maître d'œuvre pour qu'il revienne dans le coût d'objectif assigné par le maître d'ouvrage.

4.2 Coût de référence des marchés de travaux (CMT)

Le coût des marchés de travaux est arrêté par le maître d'ouvrage avant la notification de l'ensemble des marchés de travaux. Ce coût, fixé en valeur M0, sera égal à la somme des montants des marchés de travaux à notifier aux entreprises (cumul des offres économiquement les plus avantageuses).

Le coût de référence des marchés de travaux sera assorti d'un taux de tolérance fixé à 3%.

Seuil de tolérance =	$\text{coût prévisionnel définitif des travaux} \times (1 + \text{taux de tolérance})$
----------------------	--

En cas de non respect du seuil de tolérance susvisé, le maître d'ouvrage peut déclarer les consultations infructueuses et demander à ce titre la reprise des études par le maître d'œuvre. Le titulaire a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le

seuil de tolérance. Le délai laissé au titulaire pour réaliser cette prestation sera fixé par ordre de service.

Le titulaire s'engage à reprendre ses études selon cette procédure jusqu'à ce que le coût de référence des travaux soit inférieur au seuil de tolérance.

Dans le cas où le titulaire ne trouve pas de solutions pour que le coût de référence des travaux puisse être inférieur ou égal au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage pourra procéder à la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre conformément aux dispositions du CCAG-MOE.

4.3 Contrôle des coûts de l'opération

Le maître de l'ouvrage institue une procédure de contrôle continu des coûts. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révèlent nécessaires.

A cette fin, il est demandé au maître d'œuvre de transmettre trimestriellement au maître d'ouvrage, durant toute la durée de la mission DET, un accostage financier de chacun des marchés de travaux.

Cet accostage devra faire apparaître distinctement, pour chacun des prix unitaires ou des postes de prix :

- les quantités initialement estimées ;
- les quantités exécutées, conformément au dernier décompte mensuel ;
- les quantités estimatives restant à réaliser.

Cet accostage comporte en annexe l'origine et le montant des modifications apportées au projet conformément aux dispositions ci-dessous en distinguant :

→ Catégorie 1-EXE : modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;

→ Catégorie 2-EXE : modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;

→ Catégorie 3-EXE : modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Cet état est produit par le maître de l'œuvre en euros H.T. valeur M0.

L'accostage devra être accompagné d'un projet d'avenant lorsque les quantités exécutées et restant à réaliser font état d'un dépassement à venir du montant contractuel des travaux.

Retenues intermédiaires

Si en cours d'exécution des travaux, il est constaté un écart entre le coût de réalisation des ouvrages et le coût de référence des marchés de travaux (CMT) tel que calculé comme précisé à l'article 4.4 ci-dessous, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants à la mission DET.

A ce titre, le titulaire pourra supporter des retenues de 10 % appliquée à l'écart ainsi calculé.

4.4 Coût constaté final (CCF)

Le Coût Constaté Final des travaux est égal à la somme des montants totaux des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, accords-cadres à commande intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors revalorisation de prix à l'exclusion des travaux supplémentaires ou modificatifs des catégories 1 et 2 définies à l'article 5.3 du présent CCAP.

Le coût constaté final est assorti d'un taux de tolérance fixé à 3%.

L' écart entre CMT et CCF est calculé comme suit :

Ecart =	$[\text{CMT} \times (1 + \text{taux de tolérance} \pm T_m) - \text{CCF}]$
---------	--

Le cas échéant, le titulaire supporte la plus petite pénalité résultant des deux formules suivantes :

- 10 % appliquée à l'écart calculé ci-dessous ;
- 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à la passation des marchés de travaux (VISA, DET et OPC).

Article 5 – Exécution et périmètre des prestations

5.1 Collaborateurs du maître d'œuvre

Le titulaire désigne nominativement son représentant ainsi qu'un suppléant de même compétence et capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement dans l'acte d'engagement.

À défaut d'avoir désigné une autre personne pour exercer cette coordination, le mandataire du groupement est considéré par le maître d'ouvrage ou son représentant comme le coordonnateur chargé, par défaut, des missions définies ci-dessous.

Le représentant est chargé d'assurer la coordination effective de toutes les études, le suivi des travaux et le suivi financier, pour ce qui concerne les obligations de la maîtrise d'œuvre.

Il doit assister à toutes les réunions demandées par le maître d'ouvrage ou son représentant pendant la

phase "études" et à toutes les réunions hebdomadaires de chantier pendant la phase "travaux" et être habilitée à prendre sur-le-champ les décisions nécessaires.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG dans le cas où le titulaire présenterait au maître d'ouvrage un remplaçant à une personne physique nommément désignée à l'acte d'engagement.

Le remplaçant devra justifier de sa compétence, d'une expérience professionnelle et de références équivalentes à celles de la personne désignée. A défaut, le remplaçant sera refusé.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

Le représentant assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouvel intervenant désigné pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement.

Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

S'il apparaît, au cours de l'exécution du marché, que le groupement n'est pas en mesure de mobiliser les compétences jugées nécessaires au traitement d'un domaine particulier, celui-ci est tenu, sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage ou de son représentant de s'adjoindre, par tout moyen jugé opportun, les spécialistes capables de pallier les défaillances ayant justifié cette demande, sauf si le traitement d'un domaine particulier relève d'un élément manquant au cahier des charges et qui ne serait pas imputable à la MOE .

Ces spécialistes sont soumis à l'agrément du maître de l'ouvrage ou son représentant, dans les conditions de l'article 3.4.3 CCAG - MOE. Leur intervention ne peut avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

5.2 Dispositions spécifiques à la réalisation de la mission DET

5.2.1 Visites de chantier et réunions hebdomadaires

La maîtrise d'œuvre devra notamment : organiser et animer, pendant toute la durée des travaux :

- une réunion hebdomadaire de chantier à l'issue de laquelle il établit un projet de compte rendu qu'il soumet au maître d'ouvrage (dans un délai de 48 heures maximum suivant la réunion hebdomadaire de chantier).

- **des visites du chantier ayant pour objet** d'examiner le bon déroulement des travaux, repérer les dysfonctionnements. Suite à ces visites, le titulaire consignera ses observations au sein des comptes rendus journaliers, transmis quotidiennement au maître d'ouvrage :
 - ce compte-rendu de visite de chantier précisera notamment : la météo, les moyens humains et matériels mis en œuvre, les prestations en cours d'exécution, les faits marquants, les dysfonctionnements ;

le mode de transmission devra permettre d'attester de la date d'envoi et ce, de manière exacte et certaine ; il pourra s'effectuer par mail dans un délai de 12 heures.

5.2.2 Ordres de service

Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Un ordre de service sera transmis par le maître d'ouvrage notamment dans les cas suivants :

- Démarrage ou prolongation du délai d'exécution d'une prestation ;
- Suspension provisoire du délai d'exécution ;
- Modification des dispositions contractuelles.

L'ordre de service daté est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date certaine de sa réception.

Par dérogation à l'article 3.8.2. du CCAG MOE, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours pour notifier au maître d'ouvrage ses observations éventuelles.

Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des Travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination de l'entrepreneur avec copie au maître d'ouvrage.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage pour tous les OS suivants :

- entraînant une incidence financière (affermissement des tranches optionnelles, notification de prestations supplémentaires ou modificatives) ;
- démarrage, interruption ou poursuite des travaux ;
- prolongation des délais d'exécution ;
- choix des matériaux à la discrétion du maître d'ouvrage, et de remplacement.

Les prix nouveaux notifiés dans le cadre des ordres de service de prestations supplémentaires ou modificatives sont établis en valeur MO correspondante au marché de travaux concerné.

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre au titulaire par tout moyen de communication matérialisé (remise en mains propres contre signature) ou dématérialisé permettant d'en attester la date certaine de réception (fax, LRAR, lettre recommandée électronique classique ou envoyée par la plateforme de dématérialisation

PLACE ou mail de l'entreprise en accusant expressément réception).

Il est rappelé que pour être applicable, un ordre de service doit être notifié aux titulaires des marchés de travaux avant tout commencement d'exécution.

En cas d'inobservation de cette clause, la responsabilité financière du maître d'œuvre pourra être recherchée.

5.2.3 Registre de chantier

Dans le cadre du contrôle général des travaux, le titulaire se doit, en application des obligations faites à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, répertorier historiquement l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre concernant le déroulement du chantier, dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

5.3 Présentation des livrables

Conformément à l'article 27 alinéa 1 du CCAG-PI, le maître d'œuvre doit aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et réception.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir, parmi lesquels impérativement un exemplaire reproductible. L'ensemble des documents sera également fourni sur support numérique (CD, clé USB, etc.) dans les formats d'origine (Autocad, Excel, Word, etc.) et en format PDF. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Intitulé	Nb exemplaires
Mise au point ESQ	1 exemplaire + 1 support numérique
APS	1 exemplaire + 1 support numérique
APD	1 exemplaire + 1 support numérique
PRO	1 exemplaire + 1 support numérique
ACV	1 exemplaire + 1 support numérique
ACT1 (DCE)	1 exemplaire + 1 support numérique
ACT2 (Analyse des offres)	1 exemplaire + 1 support numérique
DQP	1 exemplaire + 1 support numérique
Permis de construire	Nombre suivant dossier PC correspondant aux demandes de l'administration (8 exemplaires minimum + 1 exemplaire A3) + 1 support numérique
Simulations thermiques dynamiques en phases APS, APD et PRO	1 exemplaire + 1 support numérique
Mesures d'infiltrométrie en phase DET	1 exemplaire + 1 support numérique
DOE (Phase AOR)	1 exemplaire + 1 support numérique
SYN (Remise des plans de synthèse)	1 exemplaire + 1 support numérique
VISA (Remise des Visas)	1 exemplaire

5.4 Délais d'exécution et pénalités

5.4.1 Conditions générales

Les délais d'exécution développés ci-après s'entendent en jours calendaires.

Lorsque le délai imparti au maître d'œuvre expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG MOE, les pénalités sont appliquées au maître d'œuvre sur simple constat sauf si, dans le délai contractuel, le titulaire informe le maître d'ouvrage d'un retard exogène à sa volonté qui ne lui permet pas de réaliser ses prestations dans les délais. Dans ce cas, le maître d'ouvrage décidera s'il lui notifie une décision de prolongation de délai l'exonérant de pénalités, en application de l'article 15.3 du CCAG.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

5.4.2 Exécution aux frais et risques

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les différents livrables dus au titre de son marché, à l'issue d'un délai complémentaire notifié par le maître d'ouvrage, ce dernier le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce nouveau délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter ces documents aux frais et risques du maître d'œuvre défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG, le surcoût supporté par le maître d'ouvrage est déduit des sommes dues au maître d'œuvre au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le maître d'ouvrage aurait dû régler au maître d'œuvre pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du maître d'œuvre défaillant.

La réception par le maître d'ouvrage des documents vérifiés, soit par le maître d'œuvre, soit aux frais de celui-ci par un tiers, met fin à l'application des pénalités au maître d'œuvre.

5.4.3 Délai d'exécution et pénalités en phase études

Les délais de remise des documents d'étude sont précisés dans le tableau ci-après. Celui-ci indique également le point de départ des délais et les pénalités associées en cas de non-respect.

Livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalité de retard par jour calendaire de retard	Délai d'approbati on des livrables par le maître d'ouvrage
Mise au point ESQ	3 semaines	Date de l'accusé réception de l'OS par le maître d'œuvre ou date de démarrage indiquée dans l'OS	500€	3 mois
APS – y compris mission simulation thermo-dynamique	6 semaines	Date de l'accusé réception de l'OS par le maître d'œuvre ou date de démarrage indiquée dans l'OS	500€	3 mois
Permis de construire (remise du DPC) – y compris mission d'étude des approvisionnements sur support informatique	2 semaines	Validation de l'APD	500€	3 mois
APD (sauf permis construire) – y compris mission simulation thermo-dynamique et DQP1	8 semaines	Date de l'accusé réception de l'OS par le maître d'œuvre ou date de démarrage indiquée dans l'OS	500€	3 mois
Reprise éventuelle ESQ, APS et APD	2 semaines	Date de réception par le maître d'œuvre des demandes de modifications formulées par le maître d'ouvrage	500€	3 mois
Dossier PRO	8 semaines	Date de l'accusé réception de l'OS par le maître d'œuvre ou date de démarrage indiquée dans l'OS	500€	3 mois
Reprise éventuelle de PRO	2 semaines	Date de réception par le maître d'œuvre des demandes de modifications formulées par le maître d'ouvrage	500€	3 mois
Dossier DCE et DQP2	2 semaines	Date de l'accusé réception de l'OS par le maître d'œuvre ou date de démarrage indiquée dans l'OS	500€	3 mois
Rapport d'analyse des offres	3 semaines	Date de réception des offres par le MOE	500€	3 mois
Reprise DCE en cas de marché infructueux	2 semaines	Date de réception des demandes de modifications par le MOE	1000€	3 mois

5.4.4 Délai d'exécution et pénalités en phase travaux

Les délais d'exécution des prestations en phase travaux sont détaillés dans le tableau ci-après. Celui-ci indique également le point de départ des délais et les pénalités associées en cas de non-respect.

Prestation	Délai	Point de départ du délai	Pénalité de retard par jour calendaire de retard
Vérification des projets de décompte mensuel des entrepreneurs (*)	7 jours	Date de réception de la facture dans Chorus Pro (**)	100 € (***)
Etablissement du projet de décompte général des entrepreneurs	15 jours	Date de réception de la facture dans Chorus Pro (**)	100 € (***)
SYN (remise des plans de synthèse)	3 semaines	Date de réception des EXE des entreprises	200 €
VISA	2 semaines	Date de réception des EXE des entreprises	200 €
Mission de suivi des consommations d'énergie sur un an	2 semaines	A la demande de la MOA ou au plus tard à la fin de l'année de parfait achèvement	200 €
Mission de mesures d'infiltrométrie (2 fois)	2 semaines	Après réalisation des mesures	200 €
Compte-rendu de chantier	5 jours	A l'issue de la réunion	100 €
Registre de chantier	2 jours	Date de la demande de transmission par le maître d'ouvrage et en fin de chantier à compter de la date des OPR	500 €
Accostage financier	Au plus tard le 15 du mois qui suit la fin de chaque trimestre, c'est-à-dire le 15/04, le 15/07, le 15/09 et le 15/12.		500 €
Instruction des mémoires en réclamation	15 jours	Date de l'accusé réception du mémoire par le maître d'œuvre	500 €
Visa des demandes de sous-traitance des marchés de travaux	07 jours	Date de réception de la demande d'acceptation du sous-traitant	100 €
Analyse de prix nouveau / avenant	15 jours	Date de réception du devis de l'entreprise	200 €
Organisation des opérations préalables à la réception	20 jours	Date de réception du courrier de l'entrepreneur l'informant de la date à laquelle les travaux seront achevés ou date d'achèvement des travaux	500 €
Récolement des DOE des entrepreneurs de travaux	30 jours	Date des opérations préalables à la réception	500 €

(*) Le projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur est exclusivement traité via la plateforme Chorus PRO de sorte à disposer d'une traçabilité de tous les échanges, et plus particulièrement des suspensions du délai global de paiement. Le maître d'œuvre devra s'assurer avant toute chose que le projet de décompte mensuel est correctement établi conformément au modèle de la maîtrise d'ouvrage.

En cas de rejet ou demande de modification de l'état d'acompte, un nouveau dépôt devra être effectué sur CHORUS PRO accompagné des pièces justificatives le cas échéant.

(**) Si le maître d'œuvre sollicite une pré-transmission des projets de décompte mensuel en dehors de l'outil CHORUS PRO, la preuve de transmission (exemple : mail de l'entrepreneur) vaudra point de départ du délai de calcul du délai d'exécution susmentionné.

(***) Au cas où le maître d'ouvrage est conduit, du fait du retard du maître d'œuvre, à verser à l'entrepreneur concerné des intérêts moratoires d'un montant plus élevé que la pénalité prévue, c'est ce dernier montant qui est pris en compte en guise de pénalité.

5.4.5 Autres types de pénalité

En outre, le titulaire encourt l'application de pénalités en cas de manquement à ses obligations contractuelles comme suit :

Manquement	Pénalité forfaitaire
Absence à une réunion de chantier	100 €
Ordre de service tardif (notifié à l'entreprise postérieurement à l'exécution des prestations ordonnées) ou ordre de service notifié sans l'accord préalable de la maîtrise d'ouvrage	500 €
Manquement aux obligations environnementales définies dans les pièces du marché	500 €

Article 6 – Développement durable

6.1 Obligations environnementales

Il appartient au titulaire lors de la conception des travaux d'étudier des solutions respectueuses de l'environnement et favorisant la sobriété et l'économie circulaire.

Le titulaire devra faire en sorte que le projet réponde aux objectifs de BATISOBRE et à l'objectif BDM argent demandé par la Maîtrise d'ouvrage.

Par ailleurs, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du maître d'œuvre pendant la durée du marché. Le maître d'œuvre veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'œuvre est tenu de produire, à la demande du maître d'ouvrage, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le maître d'œuvre se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.

6..2 Insertion sociale

L'attention du titulaire est attirée sur la volonté du maître d'ouvrage d'intégrer des clauses sociales dans les marchés de travaux. En conséquence, le titulaire doit déterminer les prestations susceptibles de faire l'objet d'heures d'insertion sociale.

Etant précisé que l'établissement est accompagné par la Métropole Aix Marseille sur la définition, le calibrage des heures d'insertion et le contrôle du respect de ces clauses par les entrepreneurs de travaux.

Article 7 – Droits de propriété intellectuelle

En la matière, seules les dispositions de l'article 24 du CCAG MOE sont applicables.

Article 8 – Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le maître d'œuvre devra remettre au maître d'ouvrage une copie de ses contrats d'assurances, couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, et sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation d'assurance justifiant :

- que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des ouvrages, objets du présent marché,
- que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

Une attestation semblable devra être fournie à l'appui du projet de décompte final.

Article 9 – Règlement des différends

En cas de différend éventuel, le maître d'ouvrage et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 35.2 du CCAG MOE, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

Article 10 – Dérogations au CCAG MOE

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG MOE auquel il est fait dérogation
Périodicité des acomptes	3.5.1	11.2
Collaborateurs du maître d'œuvre	5.1	3.4
Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre	5.2.2	3.8.2
Pénalités	5.4	16.2.4, 13.2.1, 16.2.2